

## Le président du Burundi pas hostile à un gouvernement d'union

@rib News, 23/07/2015 – Source Reuters Le président sortant Pierre Nkurunziza n'est pas opposé à la formation d'un gouvernement d'union nationale s'il est élu pour un troisième mandat à la tête du Burundi, à l'issue de l'élection présidentielle de mardi qui a été boycottée par l'opposition. "Un gouvernement d'union nationale ne pose aucun problème à Pierre Nkurunziza, nous sommes prêts à aller dans ce sens", a déclaré mercredi Willy Nyamitwe, un conseiller du chef de l'Etat. Il a toutefois rejeté l'idée de réduire le mandat du président, qui est élu pour cinq ans. L'un des chefs de l'opposition, Agathon Rwasa, avait auparavant appelé Pierre Nkurunziza à négocier avec ses adversaires en vue de former un gouvernement d'union pour écarter le risque d'une nouvelle guerre civile. "Certains ont déjà agité la menace d'une lutte armée", a dit Agathon Rwasa. "Pour le salut du Burundi, l'idée d'un gouvernement d'unité nationale peut être acceptée", a-t-il ajouté, précisant toutefois qu'il réclamait l'organisation de nouvelles élections, peut-être dans un an. L'élection présidentielle, dont l'issue ne fait guère de doute, s'est tenue malgré les violences suscitées par la nouvelle candidature de Pierre Nkurunziza, que l'opposition juge contraire à la Constitution. Le président de la commission électorale, Pierre Claver Ndayicariye, a déclaré à Reuters que les résultats provisoires de l'élection pourraient être annoncés jeudi. Le département d'Etat américain a jugé que ce scrutin, tenu dans de telles conditions, ne pouvait être crédible et ne faisait que discréditer encore plus le gouvernement burundais. L'annonce au printemps de la candidature de Pierre Nkurunziza a déclenché des manifestations et des violences qui ont fait plusieurs dizaines de morts et provoqué en mai une tentative de coup d'Etat qui a été déjouée. Plus de 170.000 Burundais fuyant les violences se sont réfugiés en Tanzanie, au Rwanda et en République démocratique du Congo. Les adversaires de Pierre Nkurunziza lui reprochent de violer la Constitution en sollicitant un troisième mandat et de mettre en péril l'accord de paix de 2005 qui a mis un terme à un conflit de douze années qui a fait 300.000 morts. Au début du mois, le général Léonard Ngendakumana, qui a appuyé en mai le coup d'Etat avorté, a affirmé qu'il était prêt à utiliser la force pour obtenir le départ de Pierre Nkurunziza. Des incidents armés ont été signalés depuis lors dans le nord du pays.